

LYCEE SCHENGEN

Euphorie transfrontalière



Le premier lycée germano-luxembourgeois a ouvert ses portes cette semaine dans la petite commune sarroise de Perl. Le tout est fidèle à l'esprit européen, y compris la gestion financière.

Plus historique, tu meurs: lundi dernier, le lycée germano-luxembourgeois de Perl, appelé aussi "Lycée Schengen", a été inauguré officiellement. "Ceci est le premier lycée germano-luxembourgeois du monde!", s'est enflammé Peter Müller, ministre-président de la Sarre (CDU), qui n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Seule ombre au tableau, ni CNN, ni Al-Jazeera n'ont accordé ne serait-ce la moindre seconde à cet évènement. Le monde est injuste.

Ce qui attend les élèves de ce lycée (qui trépignaient d'impatience à devoir se farcir la longue et laborieuse cérémonie, peuchère!) au cours de leur première année dans cette école du "Dräilännereck", n'a pas grand-chose à voir avec ce qui se fait au Grand-Duché. En se conformant au rythme scolaire allemand, le lycée Schengen présente une petite particularité par rapport à l'école luxembourgeoise: au lieu des treize années de scolarité régulière au Grand-Duché, l'école transfrontalière n'en comptera que douze. La scolarité des élèves luxembourgeois n'en est pas pour autant écourtée, au contraire. En effet, les chiffres sont facétieux, car avec des semaines de 36 heures de cours (contre une trentaine au Luxembourg) et des vacances scolaires allemandes moins longues, au total les élèves de Perl feront plus longtemps usage des bancs d'école.

Ce relatif allongement de la scolarité n'est pas inutile, car le lycée Schengen a la vocation d'être une petite fabrique à polyglottes. Comme au Luxembourg, on y enseigne trois langues vivantes, l'allemand, le français et l'anglais. Une quatrième langue vivante, l'espagnol, pourra également être apprise dès la 9e. Si la majorité des cours y est donnée en allemand, certains cours, comme le sport ou les arts plastiques (d'autres matières s'y rajoutent progressivement) ont le français pour langue véhiculaire. Sans oublier l'enseignement du luxembourgeois, obligatoire durant les

deux premières années (5e et 6e) et optionnel jusqu'en 12e, l'année du "bac" ou "Abitur". Certes, il n'y a rien de bien extraordinaire à ce que des élèves luxembourgeois soient au moins trilingues, même au niveau du primaire. C'est surtout un grand plus pour les élèves allemands, qui, quelques années plus tard, s'ajouteront probablement aux dizaines de milliers de frontaliers et concurrenceront les indigènes (eh oui, c'en est fini du "monopole" multilingue, faudra s'accrocher!). Mais de surcroît, les élèves de cette école auront un avantage précieux, car le lycée de Perl propose des cours supplémentaires "Aufbau" ou "Ergänzung" afin de pallier aux diverses lacunes linguistiques.

Multilinguisme exporté

Le parcours scolaire se distingue aussi de celui au sein du système luxembourgeois. Jusqu'en 9e année, les élèves sont réunis dans une filière unique, qui aboutit "Hauptschulabschluss", qui peut mener vers une formation professionnelle. Ce n'est qu'à l'issue de la 10e année ("mittlerer Bildungsabschluss") que les élèves peuvent choisir entre la filière menant à l'acquisition du diplôme de fin d'études secondaires ("allgemeine Hochschulreife") ou le diplôme de technicien administratif et commercial, qui peut aussi, sous certaines conditions, donner accès aux études supérieures.

Débatu depuis des années au Grand-Duché, le principe de l'école à plein temps est un des piliers du lycée. S'il n'est pas obligatoire, les parents ont la possibilité d'y inscrire leurs enfants tous les jours de la semaine jusqu'à 18 heures. Les activités extra-scolaires sont prises en main par le SOS Kinderdorf Saar, ce partenariat étant monnaie courante chez nos voisins allemands. Outre ces activités, le caractère "novateur" du lycée Schengen réside également dans l'accent mis sur l'établissement d'un profil individuel pour chaque élève en début d'année, des cours où ils "apprennent à apprendre". De 5e jusqu'en 8e, les élèves bénéficient d'une introduction aux techniques de travail ainsi que d'un soutien pédagogique pour les devoirs à domicile.

Côté finances, c'est non sans ironie que Peter Müller a souligné, lors de l'inauguration, le fait que l'Etat luxembourgeois ait été prêt à payer des enseignants luxembourgeois "enseignant sur le territoire allemand". Les enseignants luxembourgeois ainsi "détachés" au lycée Schengen recevront bien entendu un traitement grand-ducal, contrairement à leurs collègues alle-

mands. Cette différence au niveau des salaires ne sera-t-elle pas sujette à provoquer quelques tensions entre collègues? Gérard Zens, professeur-attaché au ministère de l'éducation nationale en charge de la gestion des établissements estime que rien n'empêche un aspirant à l'enseignement allemand de tenter sa chance au Luxembourg. "C'est comme dans l'économie privée, les salaires y sont généralement plus intéressants au Luxembourg qu'en Allemagne", ajoute-t-il.

Rien n'est gratuit

Un élément trompeur était aussi présent à l'inauguration. Lors des remerciements officiels, un responsable de l'école remercie les sponsors du lycée Schengen. Cela laisse pensif le spectateur, car un coup d'oeil aux murs de la salle de sport où a lieu l'évènement, laisse apercevoir une myriade d'affiches de marques de voitures, de banques, d'assurances et autres entreprises privées. "Si seulement c'étaient les sponsors du lycée Schengen!", s'exclame Gérard Zens en riant. C'est en effet le club de handball local qui profite de cette débauche de soutiens financiers, le lycée devant se contenter de quatre ordinateurs mis à disposition par la "Sparkasse Merzig-Wadern" et de cinq "whiteboards" électroniques à l'essai gratuitement pour une année. Pour l'instant, l'école ne s'est pas encore vendue à Mammon.

Mais la question pécuniaire pourrait un jour poser problème. Chaque année, l'école reçoit une enveloppe budgétaire destinée à couvrir ses frais de fonctionnement de la part de l'Etat luxembourgeois et du land de la Sarre (la participation des deux Etats étant calculée au prorata en fonction du lieu de résidence des élèves). Pour le reste de l'année 2007, le montant s'élève à 138.480 euros et la proposition pour 2008 est de 360.345 euros. Le lycée disposant d'une autonomie budgétaire, il peut gérer ce montant à sa guise (il faut toutefois noter que les frais de fonctionnement couvrent également les salaires de la secrétaire et du concierge; les traitements du personnel enseignant étant quant à eux directement à charge des Etats). Principe démocratique s'il en est, l'écueil réside toutefois dans la "liberté" de rechercher des sources de financement supplémentaires pour pouvoir financer plus d'activités tout en continuant à payer les factures du chauffage. L'école n'étant pas obligatoire, les parents doivent déboursier entre 50 et 75 euros par mois. Il est également possible à tout un chacun de devenir membre de l'association de soutien du lycée Schengen pour la somme de 10 euros annuels (la fiche d'inscription a été largement distribuée à la centaine de participant-e-s de la cérémonie inaugurale). Quoi qu'il en soit, si le succès du lycée venait à se confirmer, il est possible qu'un nombre croissant de sponsors n'hésiteront pas à frapper à la porte et l'école courrait le danger de dépendre plus fortement de l'économie privée. Mais c'est aussi ça, "l'esprit européen".

David Wagner

Stiefkind Denkmalschutz

Es war wie ein letztes Aufbäumen, als der Differdinger-Arbed-Kühlturm sich weigerte, in die geplante Richtung umzufallen. Zwar geriet keiner der Anwesenden in Gefahr, doch begrub der Turm die letzte Hoffnung darauf, dass Industriedenkmäler in Luxemburg einflussreiche Fürsprecher hätten. Nur wenige Tage zuvor hatte die Kulturstatssekretärin im wort.lu-Interview noch angekündigt, "industrielle Bauten jetzt genauer unter die Lupe" zu nehmen und einen Gesinungswandel in Sachen Denkmalpflege versprochen. Auch die Bemühungen der Differdinger Denkmalschützer, den einzigen erhaltenen Kühlturm seiner Art im letzten Moment noch zu retten, waren umsonst. Klammheimlich werden dieser Tage auch noch andere Zeitzeugen des 20. Jahrhunderts dem Boden gleich gemacht. Im "Crédit Lyonnais"-Gebäude am Boulevard Royal in Luxemburg-Stadt klafft schon eine große Lücke, derweil vor dem Garer Ciné Marivaux vorsorglich ein halbes Dutzend Straßenbäume abgesägt wurden, um den schweren Maschinen, die für die fünf geplanten Untergeschosse eines 08/15-Neubaus gebraucht werden, Platz zu machen. Die von Modert versprochene genaue Bestandsaufnahme kommt - wenn überhaupt - zu spät.

Roude Léiw, hal se!

And the winner of the "DABO Award 2007" is ... Michel Wolter! Si la "Distinction for absolute bullshit and obscurantism" existait, le président de la fraction CSV la mériterait certainement. Inaudible à la Chambre, Wolter avait trouvé une astuce pour revenir sur le devant de la scène: en octobre de l'année passée, il avait déposé une proposition de loi visant à remplacer le drapeau national tricolore par le "Roude Léiw" médiéval. Mais le gouvernement a donné un sérieux coup de frein à l'initiative. Jean-Claude Juncker l'avait déjà annoncé lors d'un briefing précédant les vacances estivales: le gouvernement a tranché en faveur du maintien de la tricolore comme drapeau national. Le fauve sera quant à lui reconnu officiellement. La prise de position du gouvernement, qui a été rendue publique cette semaine, l'exprime ainsi: "autoriser l'utilisation, sur le territoire national, du motif du Lion Rouge qui est déjà à la base du pavillon de la batellerie et de l'aviation". Cette décision peut porter à sourire, car le texte ne fait que normaliser ce qui a toujours été toléré: en pratique, rien ne change. Reste à espérer que Wolter s'en tiendra là et que sa proposition de loi inutile et chauvine moisisse dans les tiroirs de l'administration parlementaire.

Zunehmender Rassismus in Europa

In wenigstens acht der 27 EU-Staaten haben rassistisch motivierte Gewalt und Straftaten in den vergangenen sechs Jahren deutlich zugenommen. Dazu gehören Frankreich, Großbritannien, Deutschland und Polen. Dies ist eine der Schlussfolgerungen des Berichts, den die Europäische Agentur für Grundrechte am Montag veröffentlichte. Ethnische Diskriminierung und ungleiche Möglichkeiten auf dem Arbeitsmarkt werden darin als "ernsthafte, EU-weite Probleme" bezeichnet. Es sei unmöglich, ein vollständiges Bild zu zeichnen, so die Agentur mit Sitz in Wien, da für einige Länder keine Daten zur Verfügung stünden. Luxemburg gehört zu den Ländern mit "limitierter Datenerfassung". Was die spezifische Situation hierzulande betrifft, wird im Bericht der "in der Praxis für Luxemburger reservierte Zugang zum öffentlichen Sektor" erwähnt. Dieses Privileg biete ihnen größere Jobsicherheit und höhere Löhne bei niedrigerer Qualifikation. Extra aufgeführt wird auch die ungleiche Wohnungssituation von MigrantInnen gegenüber von Einheimischen. In Spanien etwa leben fast ein Fünftel der Ausländer auf weniger als zehn Quadratmetern. In Luxemburg, so der Bericht, stünden durchschnittlich 25,2 Quadratmeter für einen afrikanischen Bürger im Kontrast zu den 60 Quadratmetern für Luxemburger.